

# Accord de la CTOI – Article X

## Rapport de mise en œuvre pour l'année 2022 (CdA20)

**Date limite de soumission: 9/3/2023**

### NOTES DE LECTURE:

- Ce rapport est composé de 5 sections rendant compte de la mise en œuvre des Résolutions de la CTOI.
- Les réponses fournies par les CPC sont présentées en **texte bleu**.
- Un tiret rouge ("-") indique qu'aucune réponse n'a été fournie.

**CPC déclarante: Chine**

**Date de soumission: 09 mars 2023 - 05:27**

Vous pouvez consulter votre précédent rapport de mise en œuvre pour le CdA 19 en [cliquant ici](#).

**Remarque :** Toutes les lois, règlements et instructions administratives en vigueur doivent être chargées dans l'exigence 1.5 nommée " Transposition des Mesures de conservation et de gestion de la CTOI dans la législation nationale"

# Section 1 – OBLIGATION JURIDIQUE

## Alinéas X & XI.2 de l'accord de la CTOI - Obligation juridique – Incorporation des MCGs de la CTOI dans la législation nationale

**REQ 1.5**  
**Obligation juridique:** Fournir les informations sur le statut de transposition de de toutes les exigences mcg dans la législation nationale

1 – Toutes les exigences des Mesures de conservation et de gestion de la CTOI sont incorporées dans la législation nationale:

[Oui – Entièrement transposées dans la législation nationale](#) –

2 – Lois, règlements et instructions administratives en vigueur relatifs aux mesures de conservation et de gestion de la CTOI téléchargées :

[Oui 10 février 2023 - 08:51](#)

3 – Commentaires/remarques concernant votre soumission et la mise en œuvre des Mesures de conservation et de gestion de la CTOI:

–

## Section 2 – Partie A

### Actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les MCG adoptées par la Commission S26

#### Résolution 22/01

##### REQ 1.1Aa

Actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la *Résolution 22/01 Sur le changement climatique en relation avec la Commission des thons de l'océan Indien*, adoptées par la Commission lors de sa vingt-sixième session (S26) :

[Les entreprises de pêche hauturières chinoises sont tenues par le gouvernement chinois d'appliquer les nouvelles MCG de la Rés. 22/01 conformément à la notification ci-dessous.](#)

[La nouvelle législation nationale sera publiée prochainement.](#)

#### Résolution 22/02

##### REQ 1.1Ab

Actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la *Résolution 22/02 Sur la mise en place d'un programme pour les transbordements des grands navires de pêche*, adoptées par la Commission lors de sa vingt-sixième session (S26) :

[Les entreprises de pêche hauturières chinoises sont tenues par le gouvernement chinois d'appliquer les nouvelles MCG de la Rés. 22/01 conformément à la notification ci-dessous.](#)

[La nouvelle législation nationale sera publiée prochainement.](#)

##### REQ 8.1

**Informations requises:** Transbordements en mer – Rapport des CPCs participant au PRO

1 - J'ai participé au programme régional d'observateurs (PRO) de la CTOI pour surveiller les transbordements en mer en 2021: [Oui](#)

2 - Les rapports sur la liste des LSTLV et les quantités transbordées en 2021, ainsi que l'évaluation des rapports des observateurs en 2021, ont été communiqués au Secrétariat de la CTOI: [Oui - Complètement](#) –

3 - Si OUI:

- Nombre de LSTLVs qui ont transbordés en mer en 2021: [77](#)
- Quantités transbordées en mer (Kg) en 2021: [12485593](#)

4 - Cette exigence n'est pas applicable: –

##### Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

##### REQ 8.2

**Informations requises:** Rapport sur les transbordements dans les ports étrangers

**POUR TOUTES LES CPC:**

1 - Des LSTVs nationaux ont transbordés dans des ports étrangers en 2022: **Oui**

2 - Les rapports sur la liste des LSTV et les quantités transbordées dans des ports étrangers en 2022, ont été fournis au Secrétariat de la CTOI: **Oui - Complètement** [Envisage de soumettre le rapport dans le CQ.](#)

Rapport NUL: -

3 - Si OUI:

- Nombre de LSTLVs qui ont transbordés dans des ports étrangers en 2022: -
- Quantités transbordées dans des ports étrangers (kg) en 2022: -

4 - Cette exigence n'est pas applicable: -

**POUR LES MALDIVES UNIQUEMENT:**

1 - Des canneurs et navires collecteurs nationaux ont transbordé en en 2022: -

2 - Les rapports sur liste des canneurs et navires collecteurs & les quantités transbordées 2022, ont été fournis au Secrétariat de la CTOI: - -

Rapport NUL: -

3 - Si OUI:

- Nombre de canneurs et navires collecteurs qui ont transbordé en mer en 2022: -
- Quantités transbordées (kg) in 2022: -
- 

4 - Cette exigence n'est pas applicable: -

**Obligation juridique**

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

**REQ 8.3**

**Informations requises:** liste des navires transporteurs autorisés

1 - Des LSTLV nationaux ont transbordés dans des ports et/ou en mer en 2022: **Oui**

2 - Toutes les informations obligatoires ont été fournies au Secrétariat de la CTOI pour tous les navires transporteurs autorisés: **Oui - Complètement (-)**

3 - Informations obligatoires pas entièrement renseignées ou manquantes: -

Raisons pour les informations manquantes: -

4 - En 2022 nous avons autorisé:

- Navires transporteurs sous pavillon national (Nb): -
- Navires transporteurs battant pavillon d'autres flottes (Nb): **10**

5 - Cette exigence n'est pas applicable: -

**Obligation juridique**

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

**REQ 8.4**

**Informations requises:** Résultats des enquêtes sur les potentielles infractions en 2022 des réglementations CTOI par les LSTLV/navires transporteurs

1 - Les rapports sur les potentielles infractions en 2022 ont été transmis au Secrétariat de la CTOI : **Oui - Complètement (-)**

2 - Si OUI:

- Nombre d'infractions potentielles ATF: **5**
- Nombre d'infractions potentielles VMS: **0**
- Nombre d'infractions potentielles livre de pêche: **8**
- Nombre d'infractions potentielles marquage LSTLV: **12**
- Nombre total d'infractions potentielles en 2022: **25**

3 - Cette exigence n'est pas applicable: **-**

#### **Obligation juridique**

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

[Notification du Bureau général du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales concernant le strict respect des mesures internationales relatives aux thons 1 Nongbanyu2 \(2022\) No.11](#)

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

#### **REQ 8.5**

**Informations requises:** Contribution au PRO

1 - J'ai participé au programme régional d'observateurs (PRO) de la CTOI pour surveiller les transbordements en mer en 2022:

**Oui** 2 - J'ai payé ma cotisation PRO pour le dernier appel de fonds du PRO: **Oui - Complètement (-)**

3 - Cette exigence n'est pas applicable: **-**

#### **Obligation juridique**

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

## **Résolution 22/03**

#### **REQ 1.1Ac**

Actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la *Résolution 22/03 Sur une procédure de gestion pour le patudo dans la zone de compétence de la CTOI*, adoptées par la Commission lors de sa vingt-sixième session (S26) :

[Les entreprises de pêche hauturières chinoises sont tenues par le gouvernement chinois d'appliquer les nouvelles MCG de la Rés. 22/03 conformément à la notification ci-dessous. La nouvelle législation nationale sera publiée prochainement.](#)

## **Résolution 22/04**

#### **REQ 1.1Ad**

---

Actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la *Résolution 22/04 Sur un mécanisme régional d'observateurs*, adoptées par la Commission lors de sa vingt-sixième session (S26) :

Les entreprises de pêche hauturières chinoises sont tenues par le gouvernement chinois d'appliquer les nouvelles MCG de la Rés. 22/04 conformément à la notification ci-dessous.

La nouvelle législation nationale sera publiée prochainement

## Section 3 – Partie B

### **Actions prises, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les MCG adoptées par la Commission lors de ses sessions précédentes qui n'ont pas été mentionnées dans un rapport précédent**

#### **REQ 1.1B**

1. Mesures prises, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les mesures de conservation et de gestion adoptées par la Commission lors de ses sessions précédentes et qui n'ont pas été mentionnées dans un rapport précédent:

[La législation nationale a été publiée : Notification du Bureau général du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales concernant le strict respect des mesures internationales relatives aux thons Nongbanyu2 \(2022\) No.1](#)

2. Nous avons pris des mesures, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les mesures de conservation et de gestion adoptées par la Commission lors de ses sessions précédentes:

[Oui](#)

## Section 4 – Partie C

### Données et informations requises des CPC à inclure dans le Rapport de mise en œuvre

#### Résolution 01/03

##### REQ 7.Xg

**Informations requises : Observation concernant des bateaux de Parties, Entités ou Entités de pêche non Contractantes indiquant qu'ils pêchent de façon contraire aux MCG de la CTOI**

1. Rapport d'observations de navires de parties non contractantes, d'entités ou d'entités de pêche, indiquant qu'il existe des motifs de croire que ces navires pêchent contrairement aux mesures de conservation ou de gestion de la CTOI

Observation de navires en 2022 :

–  
–

NIL report: [Rapport Nul pour 2022 – aucune observation de navire pêchant contrairement aux mesures de conservation ou de gestion de la CTOI dans la zone de compétence](#)

##### REQ 7.Xh

1. Rapport sur l'inspection au port de navires de Parties, Entités ou Entités de pêche Non Contractantes: –

–

Rapport NUL: [Rapport Nul pour 2022 – aucune inspection de navire de NPC](#)

#### Résolution 01/06

##### REQ 10.3

1. Il existe un système de suivi des exportations et réexportations de patudo congelés: [Oui](#)

EXPORTATION:

2. Des patudos congelés furent exportés en 2021

Quantité totale de patudos congelés exportés en 2021 (kg): [4042377.91](#)

État du pavillon des navires via lesquels les patudos furent exportés: [Japan Korea EU](#)

RÉ-EXPORTATION:

3. Des patudos congelés furent exportés en 2021

Quantité totale de patudos congelés ré-exportés en 2021 (kg): –

État du pavillon des navires via lesquels les patudos furent ré-exportés: –

4. Cette exigence n'est pas applicable: –

#### Résolution 07/01

##### REQ 7.XJ

**Informations requises** : rapports sur les actions et mesures prises pour enquêter sur les allégations et/ou rapports de la pêche INN impliquant des ressortissants

1 - Rapport sur les actions et mesures prises pour enquêter les allégations et/ou les rapports de pêche INN impliquant des ressortissants: [Non](#)

2 - Si OUI, informations sur le(s) ressortissant(s) (personnes physiques ou morales): –

3 - Rapport NUL: –

#### Résolution 11/02



**REQ 2.22**

1. Rapport des observations sur les bouées endommagées en 2022 :

Non applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries de senneurs dans l'océan Indien.

Rapport Nul - Aucun rapport reçu des navires de pêche sous pavillon en 2022

**Résolution 11/04****REQ 9.1**

NE SERA PAS ÉVALUÉ POUR L'ANNÉE 2021 POUR LE COMITÉ D'APPLICATION 20

1. Nous mettons en œuvre le programme régional d'observateurs (ROS) au niveau national pour : Tous les navires de pêche d'une longueur hors tout de 24 mètres et plus

2. Le nombre de navires surveillés et la couverture obtenue par type d'engin ont été communiqués au Secrétariat de la CTOI et au Comité scientifique de la CTOI: Oui - entièrement -

Type d'engin de pêche	Nb de navires suivis en 2021:	Couverture en 2021 (%)
Senne tournante	-	-
Palangre	-	-
Filet maillant	-	-
Canneurs	-	-
Ligne à main	-	-

Pour les types d'engins additionnels : Type d'engin de pêche, Nb de navires contrôlés en 2021, Couverture en 2021(%)

Four scientific observers were deployed on Chinese longline vessels to collect data for both target and bycatch species as required in 2021. The coverage percentage of hooks observed is 5.00%.

3. L'exigence n'est pas applicable: -

**Résolution 12/04****REQ 6.9**

1. Rapporter les progrès de la mise en œuvre de la Résolution 12/04: Oui - le rapport est joint dans la section CHARGEMENT

2. Si NON, sur quelles exigences de la résolution 12/04 avez-vous rapporté:

Recueillir (par le biais de journaux de bord et de programmes d'observateurs) et fournir au Comité scientifique toutes les données sur les interactions de leurs navires avec les tortues marines. Fournir des informations au Comité scientifique sur les mesures d'atténuation réussies et les autres impacts sur les tortues marines (tels que la détérioration des sites de nidification et l'ingestion de débris marins).

Oui Les tortues marines sont des espèces à enregistrer dans le carnet de pêche pour la pêche thonière. La Chine a officiellement émis le carnet de pêche pour la pêche de thon en 2008 et a révisé le formulaire plusieurs fois pour y intégrer les dernières exigences des Mesures de Conservation et de Gestion.

Nous avons officiellement lancé en 2010 le mécanisme d'observateurs pour la pêche dans la zone CTOI et un plus grand budget est actuellement alloué au programme pour améliorer la couverture et la collecte des données, y compris sur les tortues marines. Les rapports d'observateurs sont remis à la Commission comme requis.

Exiger que les pêcheurs ramènent à bord, si possible, toute tortue à carapace dure capturée qui est comateuse ou inactive dès que possible et favorisent sa récupération, y compris en aidant à sa réanimation, avant de la remettre à l'eau en toute sécurité. Veiller à ce que les pêcheurs connaissent et utilisent les techniques d'atténuation et de manipulation appropriées et gardent à bord tout l'équipement nécessaire pour la libération des tortues.

Oui

En 2013, le Ministère de l'Agriculture a émis un règlement sur la pêche de thon qui stipule également les exigences sur la manipulation adéquate des prises accessoires, y compris des tortues de mer. Ce règlement a été actualisé en 2019. Les directives sur la manipulation adéquate des tortues marines capturées de façon accidentelle sont distribuées aux propriétaires des navires pour leur mise en œuvre. 3. Tortues de mer. Tous les palangriers doivent être équipés de dégorgeoirs et utiliser des hameçons circulaires dès que possible pour réduire les dommages causés aux tortues marines capturées de façon accidentelle. Dans la mesure du possible, les palangriers doivent utiliser des hameçons circulaires pour réduire les dommages causés aux tortues marines capturées de façon accidentelle. Les palangriers opérant dans l'océan Indien sont encouragés à utiliser des poissons comme appâts, l'utilisation de calmars comme appâts n'est pas encouragée. Les palangriers qui pêchent en eaux peu profondes (la majorité des hameçons pêchent à une profondeur de moins de 100 mètres) doivent utiliser des hameçons circulaires et ne pas utiliser de calmars comme appâts. Les senneurs opérant dans l'océan Pacifique occidental et central doivent éviter l'encercllement des tortues marines. Si une tortue marine est encerclée ou maillée ils doivent prendre les mesures pratiques pour remettre à l'eau la tortue en toute sécurité, conformément aux exigences pertinentes. L'entreprise doit enregistrer tous les incidents concernant des tortues marines lors des opérations de pêche et communiquer ces incidents au Centre national de données sur les pêches en eaux lointaines de la Chine conformément aux réglementations.

Pour filets maillants

Exiger que le navire enregistre tous les incidents impliquant des tortues marines dans les journaux de bord et signale les incidents aux autorités de la CPC.

Oui Pas applicable à la Chine.

Pour les palangriers

(a) Veiller à ce que les palangriers transportent des coupe-lignes et des hameçons pour faciliter la manipulation et la libération des tortues marines capturées ou empêtrées

Veiller à ce que les opérateurs de ces navires soient tenus de transporter et d'utiliser des épuisettes

(b) Encourager l'utilisation de poissons entiers comme appâts ;

(c) Exiger que le navire enregistre tous les incidents impliquant des tortues marines dans les journaux de bord et signale les incidents aux autorités de la CPC.

Oui L'Association chinoise des pêches en haute mer (anciennement la Division des pêches en eaux lointaines, Association des pêches de la Chine) remet des coupe-lignes, des dégorgeoirs et des épuisettes à chaque LL depuis 2008. Les navires utilisent des poissons comme appâts pour réduire la capture accidentelle de tortues marines. Les navires sont tenus d'enregistrer avec exactitude sur le carnet de pêche leur activité de pêche et les prises accessoires, y compris les mammifères marins. Ces données doivent être soumises à l'autorité de pêche et déclarées à la Commission. 3. Tortues de mer. Tous les palangriers doivent être équipés de dégorgeoirs et utiliser des hameçons circulaires dès que possible pour réduire les dommages causés aux tortues marines capturées de façon accidentelle. Dans la mesure du possible, les palangriers doivent utiliser des hameçons circulaires pour réduire les dommages causés aux tortues marines capturées de façon accidentelle. Les palangriers opérant dans l'océan Indien sont encouragés à utiliser des poissons comme appâts, l'utilisation de calmars comme appâts n'est pas encouragée. Les palangriers qui pêchent en eaux peu profondes (la majorité des hameçons pêchent à une profondeur de moins de 100 mètres) doivent utiliser des hameçons circulaires et ne pas utiliser de calmars comme appâts. Les senneurs opérant dans l'océan Pacifique occidental et central doivent éviter l'encercllement des tortues marines. Si une tortue marine est encerclée ou maillée ils doivent prendre les mesures pratiques pour remettre à l'eau la tortue en toute sécurité, conformément aux exigences pertinentes. L'entreprise doit enregistrer tous les incidents concernant des tortues marines lors des opérations de pêche et communiquer ces incidents au Centre national de données sur les

Pour les senneurs en eaux lointaines de la Chine conformément aux réglementations.

(a) Assurez-vous que les navires :

(i) Éviter l'encercllement des tortues marines, si une tortue marine est encerclée/emmêlée, prendre des mesures pour libérer la tortue en toute sécurité.

(ii) Relâcher toutes les tortues marines observées empêtrées dans des dispositifs de concentration de poissons (DCP) ou des engins de pêche.

(iii) Si une tortue marine est empêtrée dans le filet, arrêter le roulement du filet dès que la tortue sort de l'eau ; démêler la tortue sans la blesser avant de reprendre le rouleau de filet ; et aider à la récupération de la tortue avant de la remettre à l'eau.

(iv) Porter et utiliser des épuisettes pour manipuler les tortues

(b) Encourager les navires à adopter des conceptions de DCP qui réduisent l'incidence de l'enchevêtrement des tortues ;

(c) Exiger que le navire enregistre les incidents impliquant des tortues marines dans les journaux de bord et signale les incidents aux autorités de la CPC.

Oui Pas applicable à la Chine

Les CPC doivent entreprendre des essais de recherche sur les hameçons circulaires, l'utilisation de poissons entiers comme appâts, les conceptions alternatives de DCP, les techniques de manipulation alternatives, la conception des filets maillants et les pratiques de pêche et d'autres méthodes d'atténuation susceptibles d'améliorer l'atténuation des effets néfastes sur les tortues.

Oui La Chine a mené une expérience en mer sur les taux de capture des hameçons circulaires en 2005 et 2009 avec une sortie en mer chaque année. Toutefois, les résultats pourraient ne pas être représentatifs en raison de la faible taille de l'échantillon.

Les CPC continuent d'entreprendre des activités de recherche et de développement pour améliorer l'atténuation des effets néfastes sur les tortues marines et fournissent les résultats de la recherche au Comité scientifique.

Oui

Ces dernières années, des expériences de ce type n'ont pas été mises en œuvre dans les eaux de la CTOI. 3. Tortues de mer. Tous les palangriers doivent être équipés de dégorgeoirs et utiliser des hameçons circulaires dès que possible pour réduire les dommages causés aux tortues marines capturées de façon accidentelle. Dans la mesure du possible, les palangriers doivent utiliser des hameçons circulaires pour réduire les dommages causés aux tortues marines capturées de façon accidentelle. Les palangriers opérant dans l'océan Indien sont encouragés à utiliser des poissons comme appâts, l'utilisation de calmars comme appâts n'est pas encouragée. Les palangriers qui pêchent en eaux peu profondes (la majorité des hameçons pêchent à une profondeur de moins de 100 mètres) doivent utiliser des hameçons circulaires et ne pas utiliser de calmars comme appâts. Les senneurs opérant dans l'océan Pacifique occidental et central doivent éviter l'encercllement des tortues marines. Si une tortue marine est encerclée ou maillée ils doivent prendre les mesures pratiques pour remettre à l'eau la tortue en toute sécurité, conformément aux exigences pertinentes. L'entreprise doit enregistrer tous les incidents concernant des tortues marines lors des opérations de pêche et communiquer ces incidents au Centre national de données sur les pêches en eaux lointaines de la Chine conformément aux réglementations.

Collaborer avec l'IOSEA et prendre en compte le MoU IOSEA

Oui La Chine souhaite collaborer avec l'IOSEA et contribuer à la recherche sur les tortues de mer.

3. Cette exigence n'est pas applicable en 2022

## Résolution 12/06

### REQ 6.14

1. L'obligation pour tous les palangriers d'utiliser au moins deux des trois mesures d'atténuation: **A été traduite dans la législation nationale** –

2. Cette exigence n'est pas applicable: –

### Obligation juridique:

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

Text of the laws, regulations and administrative instructions in force related to this requirement:

–

## Résolution 13/05

### REQ 6.16

1. Des cétacés ont été encerclés par des senneurs comme rapportées par les navires nationaux en 2022 : –

2. Déclarations de cas d'encercllement: –

3. Cette exigence n'est pas applicable: **Pas applicable**– en 2022, aucun navire de pêche à la senne coulissante n'opérait dans la zone de compétence de la CTOI

## Résolution 13/04

### REQ 6.18

1. Des requins-baleines ont été encerclés par des senneurs comme rapportées par les navires nationaux en 2022 : –

2. Déclarations de cas d'encercllement:

–

Nombre d'instances d'encercllement en 2022 : –

3. Cette exigence n'est pas applicable: **N'est pas applicable**– en 2022, aucun navire de pêche à la senne coulissante n'opérait dans la zone de compétence de la CTOI

## Résolution 14/05

**REQ 3.10****Informations requises** : Informations sur les accords d'accès

1 - Il existe un système pour signer des accords de pêche Gouvernement – Gouvernement pour les navires étrangers opérant dans vos eaux nationales: –

2 - Des navires étrangers sont attributaires de licences en 2022 sous un accord de pêche Gouvernement – Gouvernement: –

3 - Des accords de CPC à CPC en 2022 existent et les informations sur les accords ont été transmises au Secrétariat de la CTOI: – –

4 - Si non, informations au sujet de ces accords: – –

5 - Toutes les informations obligatoires ont été fournies au Secrétariat de la CTOI pour tous les accords d'accès CPC/CPC: – –

- Le stock ou l'espèce dont la récolte est autorisée, y compris toute limite de capture applicable: –
- Le quota ou la limite de capture de la CPC auquel la prise sera appliquée, le cas échéant: –
- Mesures de suivi, de contrôle et de surveillance requises par la CPC du pavillon et la CPC côtière concernées: –
- Les obligations de communication de données stipulées dans l'accord, y compris celles entre les parties concernées, ainsi que celles concernant les informations qui doivent être fournies à la Commission: –

6 - Informations obligatoires ne sont pas entièrement renseignées ou manquantes: – –

7 - Cette exigence n'est pas applicable: [La CPC n'a pas d'accord CPC-CPC en 2022](#)

**Résolution 16/05****REQ 7.Xf**

1. Signalement des navires sans nationalité susceptibles de pêcher en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI: [Rapport Nul pour 2022 – aucune observation de navire sans nationalité](#)

Informations sur les navires observés:

–

**Résolution 16/08****REQ 2.14X**

1. Signalement d'occurrences d'opérations de pêche réalisées avec l'aide d'un aéronef ou d'un véhicule aérien sans pilote dans la zone de compétence de la CTOI: [Rapport Nul pour 2022 – aucune occurrence d'opération de navire de pêche réalisée avec l'aide d'un aéronef ou d'un véhicule aérien.](#)

Pour chaque occurrence: date, le nom et les identifiants du navire ainsi que les actions prises:

–

**Résolution 17/07**

Objection reçue du Pakistan : ne s'applique pas au Pakistan

**REQ 2.8**

**Interdiction:** d'utiliser de grands filets dérivants dans toute la zone de compétence de la CTOI

**1 - L'utilisation des grands filets dérivants est interdite dans la zone de compétence de la CTOI haute mer et EE):** [Est interdite par la législation nationale \(-\)](#)

**Obligation juridique**

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

[Notification du Bureau général du Ministère de l'Agriculture et des affaires rurales concernant le strict respect des mesures internationales relatives aux thons Nongbanyu2 \(2022\) No.1](#)

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

#### IV. Période et zone des opérations de pêche et engin de pêche (y compris l'équipement de soutien)

91. Toutes les entreprises et navires de pêche doivent strictement respecter la zone de pêche et les conditions indiquées dans la Licence de pêche en haute mer lorsqu'ils exercent des opérations de pêche. Il est interdit de réaliser des activités de pêche dans la juridiction d'autres pays sans l'autorisation du pays disposant des ressources. Les navires de pêche réalisant des opérations de pêche en haute mer doivent conserver au moins une distance tampon et de sécurité d'un mille nautique de la limite extérieure de la juridiction voisine d'autres pays. Il est interdit d'utiliser de grands filets dérivants en haute mer. Les navires ne doivent pas entrer en Méditerranée pour des opérations de pêche.

Objection reçue du Pakistan : ne s'applique pas au Pakistan

#### REQ 2.9

Informations requises: Rapport sur les actions SCS liées à la pêche au grand filet dérivant

1. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance s'appliquent aux:

Navires du pavillon

2. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance sont :

Contrôle/interdiction de l'importation à grande échelle de filets dérivants • Contrôle/interdiction de la vente à grande échelle de filets dérivants

Actions SCS supplémentaires en place:

—

### Résolution 18/07

#### REQ 2.21

1. Il existe un système de collecte des données sur les pêches: **Oui**

2. Données/statistiques obligatoires déclarées: **Oui**

3. Action(s) pour améliorer la collecte de données qui facilitent les améliorations de la conformité en termes d'obligations de déclaration obligatoires de la CTOI:

a. Développement ou améliorations dans la mise en place des journaux de bord: **Oui**

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: La Chine a lancé le système pilote de soumission des données des carnets de pêche en 2005 afin d'obtenir un plus grand nombre d'informations détaillées sur les captures et l'effort de pêche comme requis par la CTOI. En 2006, le Bureau des pêches du Ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales a exigé de tous les thoniers qu'ils renseignent les carnets de pêche et les retournent au Bureau des pêches. Le Bureau a également annoncé que la mise en œuvre du programme de carnets de pêche serait considérée comme l'un des principaux facteurs pour le renouvellement des autorisations et licences de pêche. Avec le soutien de l'Association des pêches en haute mer de la Chine (COFA) et la coopération des entreprises de pêche de thon, le système de carnets de pêche de la Chine a été développé et mis en œuvre en douceur comme un programme de suivi régulier. Depuis 2009, une couverture des carnets de pêche de 100% pour la pêcherie palangrière a été atteinte. En 2021, 100% des carnets de pêche ont été retournés au SHOU pour la vérification des données. Toutes les informations des carnets de pêche ont été saisies dans la base de données nationale des pêcheries thonières au SHOU et sont en cours de traitement. Les analyses préliminaires ont montré que la qualité des données des carnets de pêche s'est améliorée. Comme indiqué ci-dessus, les registres des espèces de prises accessoires, des espèces de faible valeur, en particulier sont de meilleure qualité. La Chine déploie des efforts pour contribuer à la collecte des données sur les écosystèmes et les prises accessoires de l'océan Indien, sur la base de nos programmes d'observateurs et de carnets de pêche. Les scientifiques et analystes du SHOU ont la principale responsabilité de la recherche chinoise sur les pêches de thons et de prises accessoires dans l'océan Indien. La Chine travaille aussi aux évaluations des stocks en utilisant des approches limitées en données pour les requins. La Chine a soumis des données scientifiques issues du programme d'observateurs et ces données ont été utilisées pour une étude biologique et une analyse des risques écologiques pour les requins..

b. Échantillonnage au port ou enquêtes halieutiques: **Oui**

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: La Chine a mis en place un programme d'échantillonnage au port début 2012. Le programme a été conçu pour les navires qui retournent aux ports nationaux et y déchargent leurs captures en Chine. Les tailles et composition par espèce sont les principales informations à collecter par le programme. Les difficultés rencontrées sont le manque d'informations détaillées sur les captures (par ex., date et position des captures) pour la capture regroupée déchargée au port. En 2021, près de 239 spécimens ont été mesurés par l'échantillonnage au port.

c. Mécanisme national d'observateurs: **Oui**

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: Avec l'autorisation du Bureau des pêches du Ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales, le SHOU est chargé du programme national d'observateurs des thons dans l'océan Pacifique, l'océan Atlantique et l'océan Indien. La Chine a commencé à mettre en œuvre le programme d'observateurs scientifiques pour la pêche de thon dans la zone CTOI en 2002. Jusqu'à présent, le programme a été mis en œuvre avec succès avec l'aide de COFA. Les observateurs ont été affectés tous les ans, sauf en 2011 en raison de la piraterie (même si les observateurs avaient été sélectionnés et formés). En 2016, afin de promouvoir la normalisation et l'institutionnalisation du programme national d'observateurs des pêches en eaux lointaines, le Ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales a élaboré les normes de mise en œuvre pour la gestion nationale des observateurs des pêches en eaux lointaines. Depuis lors, le gouvernement de la Chine a débloqué davantage de fonds pour soutenir le programme d'observateurs et une série de réformes a eu lieu dans le recrutement, la formation, l'affectation et la gestion des observateurs. Le développement d'une base de données nationale d'observateurs et le recrutement d'observateurs du grand public garantissent le nombre requis pour respecter la couverture. Quatre observateurs ont été déployés en 2021.

*d. Registre national des navires: Oui*

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: Les règlements sur la gestion des pêches en eaux lointaines sont mis en œuvre depuis 2003 pour renforcer la supervision et la gestion des DWF. En 2020, les règlements révisés sur la gestion des pêches en eaux lointaines ont été émis et mis en œuvre. Les dispositions correspondantes figurent respectivement dans la Partie III 19 et Partie IV 23.

*e. Capture électronique des données, VMS ou surveillance électronique embarquée: Oui*

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: Les règlements sur la gestion des pêches en eaux lointaines sont mis en œuvre depuis 2003 pour renforcer la supervision et la gestion des DWF. En 2020, les règlements révisés sur la gestion des pêches en eaux lointaines ont été émis et mis en œuvre. Tous les palangriers chinois opérant dans l'océan Indien sont équipés de système de SSN. Mise en œuvre du système de surveillance le plus strict au monde pour les navires de pêche en eaux lointaines, exigeant une déclaration des positions des navires toutes les heures, ce qui est plus élevé que la norme internationalement acceptée de déclaration toutes les 4 heures et empêchant strictement les navires de pêche de traverser illégalement la frontière.

4. Action(s) pour améliorer les système de traitement et de déclaration des données qui facilitent la soumission des données au Secrétariat de la CTOI:

*a. Développement de bases de données halieutiques: Oui*

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: Centre national de données pour les pêches en eaux lointaines de la Chine, DCFC. Le Centre travaille sur la collecte, la compilation, le stockage, l'analyse et la gestion des données pour les pêcheries en eaux lointaines de la Chine. La Chine améliore la collecte et le traitement des données afin d'accroître la taille de l'échantillonnage au port et la couverture d'observateurs.

*b. Développement de systèmes de diffusion de données: Non*

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: No

*c. Enquêtes-cadre: Oui*

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: En réalisant des enquêtes scientifiques sur des zones maritimes spécifiques, surtout pour les taux de captures, la collecte des données sur les prises accessoires, les enquêtes de marquage de requins, etc.

*d. Cohérence des données avec d'autres jeux de données halieutiques: Oui*

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: La Chine collecte, traite et soumet les données conformément aux exigences de la base de données de la CTOI afin de maintenir la cohérence.

*e. Développement de routines automatisées pour traiter et extraire les données soumises à la CTOI: Non*

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: No

*f. Mesures pour minimiser les erreurs de saisie de données: Oui*

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

(1) Mise en place de directives claires : Établir des directives claires pour la saisie des données, y compris le format, le type de données et toute exigence de validation des données spécifique.

- (2) Simplifier la saisie des données : Rationaliser le processus de saisie des données en le rendant aussi simple et facile que possible. Utiliser des menus déroulants, des champs de données pré-remplis et d'autres outils pour réduire la saisie des données manuelle.
- (3) Former le personnel du SHOU : Former le personnel du SHOU aux procédures de saisie des données pertinentes, dont l'importance de la précision et le souci du détail. Fournir en continu une formation et assistance pour renforcer les bonnes habitudes
- (4) Procéder à des vérifications régulières : Vérifier régulièrement les processus de saisie des données pour identifier tout problème et apporter les améliorations nécessaires.

## 5. Action(s) pour améliorer la qualité et l'exactitude des données soumises au Secrétariat de la CTOI :

### a. Mesures pour améliorer la validation des données: Oui

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

### b. Améliorations de la couverture d'échantillonnage: -

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: La Chine améliore la collecte et le traitement des données afin d'accroître la taille de l'échantillonnage au port et la couverture d'observateurs.

### c. Enquêtes-cadre: -

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: -

### d. Cohérence des données avec d'autres jeux de données halieutiques: -

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: -

### e. Comparabilité des données des années précédentes: -

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Pas applicable. La Chine n'opère pas de pêcheries artisanales dans l'océan Indien.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: -

## 6. Cette exigence n'est pas applicable en 2022 : -

## Résolution 18/03

### REQ 7.Xa

1. Signalement d'activités illégales de navires en 2022 / 2023 : A-Détail du navire, B-Détails des éléments de résolution de la CTOI enfreints, C-Documents associés et D-Action recommandée: **Non**

Si oui, les formulaires INN et les détails pertinents, y compris la date, le lieu, la source d'information ont été chargés: **Non**

2. Si oui, résumé des activités illégales des navires telles que signalées dans les formulaires INN, avec les informations suivantes pour chacune:

- Nom du navire
- Pavillon du navire
- IRCS
- Numéro OMI
- Actions recommandées (voir ci-dessous)

#### Recommended Actions:

A Notification au Secrétariat de la CTOI uniquement. Aucune autre action n'est recommandée

B Notification d'activité illégale au Secrétariat de la CTOI. Recommander la notification d'activité à l'État du pavillon.

C Recommandé pour inclusion sur la liste INN de la CTOI

3. Rapport nul pour 2022 / 2023: Aucune activité illégale de navire a déclaré dans la zone de la CTOI et en relation aux espèces couvertes par l'accord CTOI ou aux mesures de gestion et conservation de la CTOI

### REQ 7.Xb

1. Déclaration de commentaires et informations de l'Etat du pavillon pour des navires inclus sur la proposition de liste INN: –  
Si oui, les formulaires INN et les détails pertinents, y compris la date, le lieu, la source d'information ont été chargés: **Non**
2. Si OUI, résumé des activités illégales des navires comme reporté dans la proposition de liste INN, avec les informations suivantes pour chacune :
- Nom du navire
  - Pavillon du navire
  - IRCS
  - Numéro OMI

–

3. Les informations fournies montrent que les navires du pavillon listés sur la proposition de navires INN ont:

–

4. Rapport nul: [Aucun navire du pavillon sur la liste provisoire INN](#)

#### REQ 7.Xc

1. Déclaration d'informations additionnelles sur des navires inclus dans la proposition de liste INN: –  
Formulaires INN fournis: **Non**
2. Navires inclus dans la proposition de liste INN pour lesquels les informations sont fournies:
- Nom du navire
  - Pavillon du navire
  - IRCS
  - Numéro OMI

–

3. Les informations fournies montrent que les navires listés sur la proposition de navires INN ont:

–

4. Rapport nul: [Aucune information sur des navires de la Proposition de Liste INN](#)

#### REQ 7.Xd

1. Fourniture d'informations sur le navire battant son pavillon sur la Liste des navires INN de la CTOI dans le but de retirer le navire de la liste: **Non**  
Informations fournies: **Non**
2. Navires inclus dans la liste INN pour lesquels les informations sont fournies:
- Numéro du navire dans la liste des navies INN de la CTOI (1)
  - Nom du navire
  - Pavillon du navire
  - IRCS
  - Numéro OMI

–

3. Les informations fournies par l'Etat du pavillon du navire sur la liste des navires INN de la CTOI démontrent:

–

#### REQ 7.Xe

1. Déclaration d'informations additionnelles sur des navires inclus dans la proposition de liste INN: **Non**  
Informations fournies: **Non**
2. Navires inclus dans la proposition de liste INN pour lesquels les informations sont fournies:
- Nom du navire
  - Pavillon du navire
  - IRCS
  - Numéro OMI

–

3. Les informations fournies montrent que les navires listés sur la proposition de navires INN ont:

–

4. Rapport nul: [Aucune information sur des navires de la Proposition de Liste INN](#)



## Résolution 19/02

### REQ 2.11

1. Le plan de gestion des DCP ont été mis en œuvre et soumis pour les années suivantes : –

Informations additionnelles: –

2. Déclaration du plan de gestion des DCP pour 2023: –

3. Le plan de gestion des DCP 2023 a été préparé selon les Directives (Annexe I ou II): –

4. Pas applicable: [Pour 2023, aucun senneur/navire de ravitaillement pêchant sur des dispositifs de concentration de poissons dérivants](#)

### REQ 2.12

1. Le plan de gestion des DCP ont été mis en œuvre et soumis pour les années suivantes : –

Informations additionnelles: –

2. Déclaration du rapport d'avancement de la mise en œuvre du plan de gestion des DCP: –

3. Pas applicable: [En 2022, aucun senneur/navire de ravitaillement pêchant sur des dispositifs de concentration de poissons dérivants](#)

## Résolution 19/04

### REQ 2.28

1. Paragraphe 11.a):

En mesure de remplir, en ce qui concerne ces bateaux, les exigences et responsabilités prévues par l'Accord portant création de la CTOI et ses mesures de conservation et de gestion:

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

- [Le RÈGLEMENT SUR LES PÊCHES EN EAUX LOINTAINES, NONG BAN YU \[2022\] 1](#), a été émis pour s'assurer du respect des résolutions adoptées de la part des navires battant pavillon chinois. Un mécanisme d'enquêtes a été mis en place. Toute infraction potentielle entraîne une enquête officielle et toute infraction confirmée fait l'objet de différentes sanctions imposées par le Gouvernement selon la nature de l'infraction. La sanction la plus grave interdit de façon permanente au propriétaire du navire de se livrer à la pêche.

2. Paragraphe 11.b):

S'assurer que leurs AFV appliquent toutes les mesures appropriées de conservation et de gestion de la CTOI: [J'ai procédé à un examen des actions et mesures internes, des actions punitives et des sanctions pour le paragraphe 11.b\):](#)

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

- [Le RÈGLEMENT SUR LES PÊCHES EN EAUX LOINTAINES, NONG BAN YU \[2022\] 1](#), a été émis pour s'assurer du respect des résolutions adoptées de la part des navires battant pavillon chinois. Un mécanisme d'enquêtes a été mis en place. Toute infraction potentielle entraîne une enquête officielle et toute infraction confirmée fait l'objet de différentes sanctions imposées par le Gouvernement selon la nature de l'infraction. La sanction la plus grave interdit de façon permanente au propriétaire du navire de se livrer à la pêche.

- 

3. Paragraphe 11.c):

S'assurer que leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI conservent à bord les certificats d'immatriculation valides ainsi que l'autorisation valide de pêcher et/ou de transborder: [J'ai procédé à un examen des actions et mesures internes, des actions punitives et des sanctions pour le paragraphe 11.c\):](#)

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

- [Le RÈGLEMENT SUR LES PÊCHES EN EAUX LOINTAINES, NONG BAN YU \[2022\] 1](#), a été émis pour réglementer le fait que tous les AFV transportent des certificats d'immatriculation des navires valides et une ATF valide à bord. Les entreprises sont également consultées de temps à autre pour s'assurer que leurs certificats et ATF sont valides. Le gouvernement chinois délivre les certificats ou ATF valides lorsqu'ils ont expiré ou sont obsolètes.

## 4. Paragraphe 11.d):

Garantir que leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI n'ont aucun antécédent d'activités de pêche INN ou que leurs AFV ne prennent part ni ne sont associés à des activités de pêche INN: [J'ai procédé à un examen des actions et mesures internes, des actions punitives et des sanctions pour le paragraphe 11.c\)](#):

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

- Le RÈGLEMENT SUR LES PÊCHES EN EAUX LOINTAINES, NONG BAN YU [2022] 1, a été émis pour réglementer le fait que tous les AFV transportent des certificats d'immatriculation des navires valides et une ATF valide à bord. Les entreprises sont également consultées de temps à autre pour s'assurer que leurs certificats et ATF sont valides. Le gouvernement chinois délivre les certificats ou ATF valides lorsqu'ils ont expiré ou sont obsolètes..

## 5. Paragraphe 11.e):

S'assurer dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs et opérateurs de leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI ne prennent part ni ne sont associés à des activités de pêche aux thons menées par des navires ne figurant pas sur le registre de la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI: [J'ai procédé à un examen des actions et mesures internes, des actions punitives et des sanctions pour le paragraphe 11.e\)](#):

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

- En vertu du Règlement sur les pêches en eaux lointaines, de la loi des pêches etc., les propriétaires des navires doivent présenter une demande pour se livrer à la pêche dans la zone de compétence de la CTOI. Lorsqu'il est confirmé que les navires remplissent les conditions requises et que le quota national de la CTOI permet de rajouter des navires, le Gouvernement attribuera des licences de pêche et autorisera les navires à être inscrits dans la Liste CTOI des navires en activité. Au terme de l'enregistrement pertinent, les navires pêchent dans la zone de compétence de la CTOI avec tous les documents requis à bord, y compris mais sans s'y limiter, les licences de pêche officielles.

## 6. Paragraphe 11.f):

S'assurer dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs des AFV figurant sur le registre de la CTOI sont des ressortissants ou des entités juridiques des CPC du pavillon afin que toute mesure punitive ou de contrôle puisse être effectivement prise à leur encontre: [J'ai procédé à un examen des actions et mesures internes, des actions punitives et des sanctions pour le paragraphe 11.f\)](#):

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

- En vertu du Règlement sur les pêches en eaux lointaines, de la loi des pêches etc., les propriétaires des navires doivent être des citoyens ou des entités chinois. le gouvernement ne délivre pas de licence de pêche aux navires étrangers.

7. Rapport NUL: –

8. Pas applicable: –

**REQ 7.Xi**

1. Rapport d'information factuelle montrant qu'il existe de fortes raisons de soupçonner que des navires ne figurant pas sur le registre de la CTOI s'adonnent à la pêche et/ou au transbordement de thons et d'espèces apparentées dans la zone de compétence de la CTOI: –

Informations additionnelles: –

2. Rapport nul: [Rapport Nul pour 2022 – aucune information factuelle](#)

**Résolution 21/01****REQ 2.15**

**Objection reçue de l'Inde, de l'Indonésie, de la République islamique d'Iran, de Madagascar, d'Oman et de la Somalie : ne s'applique pas à ces CPC.**

**La résolution 19/01 reste contraignante pour l'Indonésie, la République islamique d'Iran, Madagascar, Oman et la Somalie. La résolution 18/01 reste contraignante pour l'Inde.**

1. La CPC est assujettie à réductions de captures d'albacore en 2021, dues à un excédent de captures en 2020 : –

Si Oui, captures et excédents de captures de YFT en 2020:

– / –

2. Mes captures d'albacore en 2021 ont été réduites du pourcentage suivant: –

3. Si la CPC fait l'objet d'une réduction des captures en raison d'une sur capture, expliquer les mesures correctives prises pour respecter les niveaux de capture prescrits: –

4. Fournissez toute information supplémentaire ci-dessous : –

5. Cette exigence n'est pas applicable: [La CPC n'est pas soumise aux réductions des prises d'albacore en 2021 en raison de l'absence de sur-capture en 2020](#)

#### REQ 2.16

Objections reçues :

- Non applicable à l'Inde: la résolution 18/01 reste contraignante.
- Non applicable à l'Indonésie, la République islamique d'Iran, Madagascar, Oman et la Somalie: la résolution 19/01 reste contraignante.

1. La CPC est assujettie à réductions de captures d'albacore en 2022: –

Si Oui, excédents de captures: –

2. Le rapport sur les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore a déjà été envoyé au secrétariat de la CTOI : –

Si non, rapport chargé: **Non**

3. Les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore implémentées au niveau national sont: –

Méthodes additionnelles: –

4. Informations additionnelles: –

5. Cette exigence n'est pas applicable: [La CPC n'est pas soumise aux réductions des prises d'albacore en 2022](#)

#### REQ 2.18

Objections reçues :

- Non applicable à l'Inde: la résolution 18/01 reste contraignante.
- Non applicable à l'Indonésie, la République islamique d'Iran, Madagascar, Oman et la Somalie: la résolution 19/01 reste contraignante.

1. La CPC a des navires PS/SP sur le Registre des navires autorisés: **Non – Aucun sennear (PS) et aucun navire ravitailleur (SP) sur le Registre des navires autorisés de la CTOI**

2. Le plan de réduction de l'utilisation des navires auxiliaires a été soumis pour: –

Le plan a été chargé: **Non**

3. Cette exigence n'est pas applicable: [La CPC n'a aucun navire sennear \(PS\) et aucun navire ravitailleur \(SP\) dans le Registre des navires autorisés de la CTOI](#)

#### REQ 2.20

1. J'ai déclaré des captures au filet maillant en 2022, j'ai des navires de pêche au filet maillant sur le registre des navires autorisés, la flotte de filet maillant été active dans la zone de compétence de la CTOI: **Non**

2. Niveau de mise en œuvre du paragraphe 21 - Suppression progressive ou conversion des navires de pêche au filet maillant à d'autres engins : **not applicable.**

3. Niveau de mise en œuvre du paragraphe 22 - Filets maillants installés à 2 m de profondeur dans les pêcheries au filet maillant: **not applicable.**

4. Rappporter le niveau de mise en œuvre du paragraphe 23 - Augmenter de 10 % la couverture des observateurs ou l'échantillonnage sur le terrain à bord des navires de pêche au filet maillant en utilisant d'autres méthodes de collecte de données (électroniques ou humaines): **not applicable.**

5. Cette exigence n'est pas applicable: [Aucun navire de pêche au filet maillant dans le Registre CTOI des navires autorisés](#)

## Lettre de commentaires sur les questions de conformité

#### REQ 1.4

1. La réponse à la Lettre de commentaires sur les questions de conformité (du CdA 2022) a été soumise au Secretariat de la CTOI: **Oui**

Date de soumission: **9th Mar 2023**

2. Pas applicable: –

# Section 5 – Part D - Exigence de déclaration de données et informations pour les CPC qui ont fait objection à des Résolutions

Objection reçue du Pakistan sur la Résolution 17/07 :

- La résolution 12/12 reste contraignante pour le Pakistan

Objection reçue de l'Inde, de l'Indonésie, de la République islamique d'Iran, de Madagascar, d'Oman et de la Somalie sur la résolution 21/01 :

- La résolution 19/01 reste contraignante pour l'Indonésie, la République islamique d'Iran, Madagascar, Oman et la Somalie.
- La résolution 18/01 reste contraignante pour l'Inde

Objection reçue de l'Inde sur la résolution 19/01 :

- La résolution 18/01 reste contraignante pour l'Inde

## Résolution 12/12 (contraignante pour le Pakistan)

### REQ 2.80bj1707

#### SEULEMENT APPLICABLE AU PAKISTAN

1. Actions prises pour appliquer les mesures de conservation et de gestion de la "Résolution 12/12 Interdisant l'utilisation des grands filets maillants dérivants en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI", adoptées par la Commission: -
  2. L'utilisation de filets dérivants à grande échelle est interdite en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI: -
- Si interdite, date ; si pas interdite, raisons: -

#### Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence: -

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence: -

-

### REQ 2.90bj1707

#### SEULEMENT APPLICABLE AU PAKISTAN

1. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance s'appliquent: -
2. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance sont : -

Actions SCS supplémentaires en place : -

#### Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence: -

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence: -

## Résolution 18/01 (contraignante pour l'Inde)

### REQ 2.160bj1901

#### SEULEMENT APPLICABLE SUR L'INDE

1. Actions prises pour appliquer les mesures de conservation et de gestion, de la Résolution 18/01 Sur un plan intérimaire pour la reconstitution du stock d'albacore de l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI, adoptées par la Commission: -
2. La CPC est soumise à des réductions des prises d'albacore: -
- Si Oui, excédents de captures de YFT: -
3. Le rapport sur les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore a déjà été envoyé au secrétariat de la CTOI : -
4. Les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore implémentées au niveau national sont: -
- Méthodes mises en œuvre et non listées ci-dessus: -
5. Informations additionnelles: -

6. Cette exigence n'est pas applicable: –

#### Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

#### REQ 2.180bj1901

##### SEULEMENT APPLICABLE SUR L'INDE

1. La CPC a des navires PS/SP sur le Registre des navires autorisés: –
2. Le plan de réduction de l'utilisation des navires auxiliaires a été soumis pour: –
3. Cette exigence n'est pas applicable: –

#### Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

#### REQ 2.190bj1901

##### APPLICABLE UNIQUEMENT À L'INDE

- 1 - La CPC est soumise à des réductions des prises d'albacore: –
- 2 - Les captures d'albacore en 2021 déclarées au Secrétariat de la CTOI et la réduction étaient de:

Engin de pêche	Année de référence	Prises de YFT l'année de référence	Prises YFT en 2021 (t)	Réduction (%)
Seine tournante	–	–	–	–
Palangre	–	–	–	–
Filet maillant	–	–	–	–
Canne	–	–	–	–

- 3 - Cette exigence n'est pas applicable: –

#### Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

## Résolution 19/01 (Contraignante pour l'Indonésie, l'Iran, Madagascar, Oman et la Somalie)

#### REQ 2.160bj2101

**SEULEMENT APPLICABLE A INDONESIE, LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE**

1. Actions prises pour appliquer les mesures de conservation et de gestion de la Résolution 19/01 Sur un plan intérimaire pour la reconstitution du stock d'albacore de l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI, adoptées par la Commission: -
2. La CPC est assujettie à réductions de captures d'albacore en 2022: -
- Si Oui, excédents de captures: -
3. Le rapport sur les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore a déjà été envoyé au secrétariat de la CTOI : -
- Si non, rapport chargé: -
4. Les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore implémentées au niveau national sont: -
- Méthodes additionnelles: -
5. Informations additionnelles: -
6. Cette exigence n'est pas applicable: -

**Obligation juridique**

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

**REQ 2.170bj2101****SEULEMENT APPLICABLE A INDONESIE, LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE**

- 1 - La CPC a des navires PS/SP sur le Registre des navires autorisés: -
- 2 - Les informations sur les senneurs desservis par chaque navire de ravitaillement en 2023 ont été fournies au Secrétariat: -
- 3 - Cette exigence n'est pas applicable: -

**Obligation juridique**

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

**REQ 2.180bj2101****SEULEMENT APPLICABLE A INDONESIE, LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE**

1. La CPC a des navires PS/SP sur le Registre des navires autorisés: -
2. Le plan de réduction de l'utilisation des navires auxiliaires a été soumis pour: -
3. Cette exigence n'est pas applicable: -

**Obligation juridique**

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

**REQ 2.190bj2101****SEULEMENT APPLICABLE A INDONESIE, LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE**

- 1 - La CPC est soumise à des réductions des prises d'albacore: -
- 2 - Les captures d'albacore en 2021 déclarées au Secrétariat de la CTOI et la réduction étaient de:

Engin de pêche	Année de référence	Prises de YFT l'année de référence	Prises YFT en 2021 (t)	Réduction (%)
Seine tournante	-	-	-	-
Palangre	-	-	-	-

<b>Filet maillant</b>	-	-	-	-
<b>Canne</b>	-	-	-	-

3 - Cette exigence n'est pas applicable: -

#### **Obligation juridique**

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

#### **REQ 2.200bj2101**

**SEULEMENT APPLICABLE A INDONESIE, LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE**

1. J'ai déclaré des captures au filet maillant en 2022, j'ai des navires de pêche au filet maillant sur le registre des navires autorisés, la flotte de filet maillant été active dans la zone de compétence de la CTOI: -

2. Niveau de mise en œuvre du paragraphe 20 - Suppression progressive ou conversion des navires de pêche au filet maillant à d'autres engins: -

3. Niveau de mise en œuvre du paragraphe 21 - Filets maillants installés à 2 m de profondeur dans les pêcheries au filet maillant: -

4. Rappporter le niveau de mise en œuvre du paragraphe 22 - Augmenter de 10 % la couverture des observateurs ou l'échantillonnage sur le terrain à bord des navires de pêche au filet maillant en utilisant d'autres méthodes de collecte de données (électroniques ou humaines): -

5. Cette exigence n'est pas applicable: -

#### **Obligation juridique**

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-